

Daniel Bensaïd

Farces et attrapes de l'idéologie dominante

*La Pensée confisquée, quinze idées reçues
qui bloquent le débat public*
Club Merleau-Ponty, La Découverte

« Club de réflexions sociale et politique » fondé en janvier 1995, le club Merleau-Ponty se proposait de « constituer un espace où une visée de vérité, à l'écart des enjeux tactiques et stratégiques des mondes politique et intellectuel, puisse se déployer dans la diversité des points de vue ». Après deux ans d'activité, le club publie aujourd'hui un ensemble de contributions passant aux cribles de la critique une quinzaine de lieux communs et d'idées reçues du credo libéral ordinaire. Initialement conçu dans la perspective de l'échéance législative de 1998, le livre paraît après le retour de la gauche au gouvernement. On pourrait craindre qu'il ne vienne ainsi à contretemps. Bien au contraire : du train où vont les reniements, le démontage du prêt-à-penser libéral s'avère souvent efficace pour débusquer les présupposés du nouveau « réalisme » de gauche.

Il s'agit en effet de percer à jour les tours de passe-passe de l'idéologie dominante – qui est la chose du monde la mieux partagée entre la droite et la gauche respectueuse –, de démolir les fausses évidences de la rhétorique de la résignation, en démontrant que les « contraintes », si souvent invoquées, sont aussi des constructions. Comme l'écrivent dans l'introduction Philippe Corcuff, Bruno Lucas et Bruno Bachini, reprenant une formule de Merleau-Ponty, il s'agit d'exiger en permanence que l'on vérifie les dés.

Le recueil est découpé en quatre ensembles.

Dans la première partie, « le social en questions », Alain Caillé démythifie les présupposés de l'action rationnelle à l'œuvre dans l'individualisme méthodologique et démonte la logique infernale du « on n'a rien pour rien » : « là où ne règnent que le donnant-donnant et le rien sans rien, la seule hypothèse raisonnable est celle qui parie sur la trahison et la tricherie universelles ». Contre le dénigrement de la défense des acquis sociaux qui jouerait au détriment des exclus, Robert Castel rappelle que ces acquis ont « promu une relative démarchandisation des relations de travail », pour l'essentiel le droit du travail et la protection sociale ; c'est donc parce que les protections et les droits s'effritent qu'un nombre croissant de gens perd pied. Contre « le prêt-à-penser anti-coporatiste » confectionné par Alain Minc ou François de Closets, Philippe Corcuff illustre la dialectique de l'unification et de l'intérêt général à partir de situations sociales concrètes et des luttes dites catégorielles.

Dans une seconde partie substantielle, « l'économie en question », on trouvera des critiques argumentées de la flexibilité comme garant supposé du progrès social (Sylvain Accardo), des vertus régulatrices prêtées à la monnaie émancipée de la tutelle politique (Alexis Riss), de l'autorité accordée aux statistiques (Olivier Martin), de l'explication du chômage par un coût trop élevé du travail (Liem Hoang-Ngoc). Dans la même partie, Daniel Vasseur taille en pièce le discours démagogique sur le fardeau des dépenses publiques. Enfin, Bruno Latour, démasque l'alibi scientifique du discours économique, par lequel la volonté politique est appelée à abdiquer devant la force des choses et des faits : « Celui qui dit « qu'il n'y a pas d'autre politique possible » ne fait pas de politique – et

ne fait pas de science, pas de technique, pas d'économie, pas de pédagogie. Il a confondu l'information droite, transparente et définitive, avec la composition courbe, risquée, tordue, celle qu'il faut toujours reprendre. Ceux qui nous disent qu'il faut se battre, je veux voir leur dos quand ils nous mènent à l'ennemi et non pas leur ventre quand ils fuient devant la nécessité. »

Dans la troisième partie, la mondialisation en questions, figurent une contribution de Jean-Paul Fitoussi sur les prétendues contraintes de la mondialisation et l'aggravation des inégalités, un texte très riche d'Armand Matelart sur la « globalisation » et la domination culturelles (l'échange inégal dans la communication-monde), ainsi que deux contributions collectives du club Merleau-Ponty, qui renvoient dos-à-dos deux idées reçues qui font la paire : « Hors de l'Europe, point de salut » et « Hors de la nation, point de salut ». Dénonçant l'identification sournoise de la république à la nation, elles posent la question cruciale de savoir « si un jour, la solidarité des classes dirigeantes dans l'usage de l'Europe comme instrument de leur domination suscitera des solidarités négatives chez les dominés, les poussera à se servir à leur tour de l'Europe comme instrument efficace de leurs luttes. »

Par-delà la diversité des auteurs et de leurs approches, cet ensemble trouve sa cohérence et son fil conducteur dans la critique du discours dominant, de sa rhétorique et de ses effets de langage. Rien d'étonnant donc à ce qu'une quatrième partie revienne sur la nécessité de changer de langage avec une belle étude de Philippe Corcuff, Éric Doidy et Domar Idrissi sur l'originalité du langage zapatiste, irréductible à une invention linguistique, dès lors qu'elle renvoie à l'expérience sociale fondamentale où elle est imbriquée. Cette expérience conduit à une

réflexion critique sur le rapport entre l'écoute et la parole, et notamment sur la fonction de « porte-parole ».

La critique de l'idéologie libérale est souvent efficace. Elle développe quantité d'arguments précis et sérieux. Le livre n'a pas en revanche l'ambition de proposer une, ni même des alternatives, cohérentes. Cette limite est inhérente au choix initial du club. Certaines contributions esquissent cependant des réponses qui mériteraient en tant que telles une discussion approfondie. Ainsi, Robert Castel invoque-t-il l'urgence « d'inventer ou de réinventer un véritable réformisme de gauche »

attaché aux régulations collectives comme contrepoids à la seule logique du marché ; mais la question est aujourd'hui posée de savoir quelle est la viabilité de ce fragile compromis. Ainsi encore, après avoir efficacement analysé la dynamique inégalitaire de la mondialisation marchande, Jean-Paul Fitoussi dénonce « une croissance économique aujourd'hui bridée par une logique de parts de marchés au terme de laquelle l'expansion des uns ne pourrait se faire qu'au détriment des autres », comme s'il s'agissait d'une perversion et non de la logique intrinsèque de la concurrence. Aux « dysfonctionnements de l'économie de

marché », il oppose donc l'harmonie d'une « démocratie de marché ». Tout le problème est pourtant bien de savoir si la formule n'est pas contradictoire dans les termes, et s'il est possible de concilier la démocratie du suffrage universel (de l'égalité et de la citoyenneté) avec le suffrage censitaire du marché qui s'exprime dans la formule « un franc – un euro... –, une voix » !

Il y a là matière à ample discussion.

La *Pensée confisquée* apporte une riche matière pour l'engager.

1998, publication inconnue